

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.502 Me

Service Central: Economat.

Région: _____

OBJET DE LA CONSULTATION

légalisation de signature ?
Etat proportionnel sur attestation d'expert ?

D^{er} N° 4.502 M^e; Aff. :

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLEANS

Le Chef du Service de l'Economet des Vivres
à M. le Chef du Contentieux - Braille

V. n° 69.969 Q = $\frac{11}{2}$

Mod. 1043 (Aout 1910)

50.000 ex., in-4° carré bulle 8 k. Cahors, Goussant (158-2-32)

Paris le 14 décembre 1939

le 19

Affaire : "Gondolo"

Transmis à Monsieur le Chef du
Contentieux avec prière de m'en faire
connaître d'urgence :

- 1° Si les signatures des experts ne
devraient pas être légalisées, la
certification de ces signatures par le
Commissaire de Police est-elle suffisante?
- 2° Si les certificats en question ne
sont pas passibles du droit proportionnel.

Une prompt réponse me serait
agréable.

p/ Le Chef du Service de l'Economet
des Vivres.

Macachon

Tringali

NOTA. — Ces feuilles doivent être renvoyées immédiatement avec la réponse signée et datée dans la seconde colonne.

~~Propriété~~ Très recommandée

S. J. Smolenski, directeur principal

Smolenski

Suite à votre transmission
59 198 E.



EXPOSE DE L'ORGANISATION DU CONTROLE
ANALYTIQUE DE LA PURETE ET DE LA QUALITE
DES MATIERES PREMIERES ET DES PRODUITS FABRIQUES
REALISEE A LA BISCUITERIE DE M. L. MIRAND
(BISCUITS GONDOLO) à MAISONS-ALFORT

(Suite)

En résumé, il ressort de cette organisation que les différents contrôles analytiques exercés par la BISCUITERIE MIRAND et par des chimistes spécialement qualifiés, lui permettent de ne mettre en oeuvre que des matières pures et sélectionnées, desquelles dérivent des biscuits secs, des gaufrettes et des articles divers irréprochables, dont la pureté et la qualité sont la sécurité des consommateurs.

Constatant par moi-même, dans l'accomplissement de la mission de surveillance technique, qui m'a été confiée par la BISCUITERIE MIRAND, que toutes les opérations de contrôle sont constamment et consciencieusement exécutées, je puis assurer que les produits qui sortent de l'Usine sont purs et bien fabriqués, et que leur présentation, les qualités gustatives et alimentaires atteignent le maximum de perfection industrielle qui se trouvent ainsi garanties par le nom et la marque de la Maison.

LE VINGT JUIN 1939

Marcel Arpin

Marcel ARPIN

Chimiste - Expert honoraire
près la Cour d'Appel et les Tribunaux
Expert au Ministère du Commerce

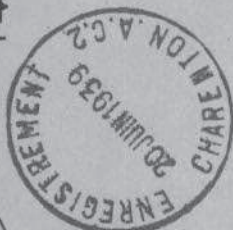
20 JUIN 1939

Enregistré à CHARENTON A. G., le

F. 66 N° 6188 Recu

rente cinq francs

Meles





CONCLUSIONS DE L'EXPOSE RELATIF A LA
VISITE DE L'USINE L. MIRAND (BISCUITS GONDOLO)
à MAISONS-ALFORT, par le Docteur J. BAYARD

(Suite)

Il ressort de tout cet exposé que l'Usine des BISCUITS GONDOLO est particulièrement saine pour le consommateur ainsi que ses produits alimentaires

1°/ Parce que les biscuits fabriqués sont obtenus par la mise en oeuvre de matériel automatique extrêmement perfectionné avec des garanties d'hygiène très strictes.

2°/ Parce que les différentes opérations de manipulation sont exécutées avec un souci constant de parfaite propreté et de soins.

Considérant que le biscuit est un aliment de premier ordre et de très grande valeur nutritive sous un volume réduit, il y a lieu d'en conseiller le développement de la consommation.

Bien mieux, nous devons considérer que le biscuit doit entrer dans l'alimentation de l'enfant, du vieillard, de la femme enceinte, du sportif, du bien portant comme du malade et pour ce dernier à titre de suraliment.

Il serait désirable que l'hygiène qui préside à la fabrication des BISCUITS GONDOLO soit généralisée à l'industrie biscuitière.

LE VINGT JUIN 1939

DOCTEUR J. BAYARD
de la FACULTE de MEDECINE de PARIS

Enregistré à CHARENTON A. G., le

F. 56 N. 557 Reçu 20 JUIN 1939

francs cinq francs

Allet



Reproduction photographique d'attestation.

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.503 ^{4e}

Office des Bains et Intérêts privés

Service Central: Commercial

Region: _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Objets mobiliers laissés en Allemagne par H. Acis,
représentant général de la S.N.C.F. en Allemagne.
Déclaration à faire à l'Office des Bains et Intérêts privés.

D^{er} N° 4.503 ^{4e}; Aff.: Acis.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PROVISOIREMENT
St-Lazare, PARIS-IX.

Le 22 Décembre 1939

88, SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX.

Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

1. DIVISION

Réf. : 1506-13
39.MN



Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

N° 2846
4503 Me

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. ACIS, notre Représentant Général en Allemagne, ayant dû quitter ce pays par suite des hostilités, a laissé à Cologne des objets, effets et mobilier, dans un local de l'Agence Générale 19 Unter Fethenhennen (locaux du Verkehrsverein).

M. ACIS estime à 3.275 francs la valeur des objets, effets ou mobilier achetés en France et à 902 marks celle de ceux acquis en Allemagne.

Nous nous proposons de saisir de cette situation l'Office des biens et intérêts privés au Ministère des Affaires Etrangères, chargé de centraliser la documentation générale concernant le statut, pendant la guerre, des biens, droits et intérêts privés appartenant à des ressortissants français en Allemagne.

Je vous serais très obligé de vouloir bien nous dire si vous êtes d'accord sur cette procédure et de nous indiquer les conditions dans lesquelles cette requête devrait être présentée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

28 Décembre 39

S.J.

4.503 Me

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

Comme suite à votre lettre T 506-13 du 29-MN du 22 Décembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, comme vous le pensez, c'est l'Office des biens et intérêts privés qui a seul qualité pour recevoir les déclarations des ressortissants français qui possèdent des biens, droits ou intérêts en pays ennemi.

La valeur d'ensemble des objets laissés en Allemagne par M.ACIS étant supérieure à 5.000^f., chiffre au-dessous duquel, d'après l'article 1^o du décret du 1^o Octobre 1939, aucune déclaration n'est admise, il appartient à notre agent de présenter, lui-même ou par mandataire, sa déclaration à l'Office. Cette déclaration devra être établie sur un des imprimés spéciaux délivrés au public : " à Paris, au Ministère des Affaires Étrangères (Office des biens et intérêts privés), chez les agents de change, dans les mairies " ou à la Chambre de Commerce; dans les départements, " dans les préfectures et sous-préfectures et dans les

"Chambres de Commerce" (Art. 10 du décret).

Je vous signale, enfin, qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} Octobre 1939, cette déclaration doit intervenir dans un délai de trois mois à partir de la promulgation dudit décret. Il résulte, toutefois, d'une démarche officieuse que j'ai fait effectuer auprès de l'Office des biens et intérêts privés qu'un arrêté ministériel interviendrait incessamment prorogeant ce délai, ainsi que le prévoyait, d'ailleurs, l'article 4 du décret.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Sautouac

Monsieur le Directeur

du Service Commercial

Comme suite à votre lettre T506.13 du 22 décembre, ^{39.MN} j'ai l'honneur de vous faire connaître que, comme vous le pensez, c'est l'Office des biens et intérêts privés qui a seule qualité pour recevoir les déclarations des ressortissants français qui possèdent des biens, droits ou intérêts en pays ennemi.

La valeur d'ensemble des objets laissés en Allemagne par H. Als étant supérieure à 5000^{fr}, chiffres au-dessous duquel, d'après l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939, aucune déclaration n'est admise, il appartient à notre ^{agent} ~~représentant~~ de présenter, lui-même ou par mandataire, sa déclaration à l'Office. Cette déclaration devra être établie sur un des imprimés spéciaux délivrés au public :
 "à Paris, au ministère des affaires étrangères (Office des biens et intérêts privés), chez les agents de change, dans les mairies
 "ou à la chambre de commerce, dans les départements,
 "dans les préfectures et sous-préfectures et dans les chambres
 "de commerce" (art. 10 du décret)

Je vous signale, ^{enfin} ~~toutefois~~, qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1939, cette déclaration doit intervenir dans un délai de trois mois à partir de la promulgation dudit décret. Il résulte, toutefois, d'une démarche officielle que j'ai fait effectuer auprès de l'Office des Biens et Intérêts privés qu'un arrêté ministériel interviendrait incessamment prorogeant ce délai, ainsi que le prévoyant, d'ailleurs, l'article 4 du décret.

Le Chef du C^x

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.504 L-1

D^{er} N°

Société
Filiales S.M.C.F.

Service Central: *Secrétariat et Service*
Parti oppositions Financières
Region: _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Représentation de la S.M.C.F. dans les filiales, —
État des dispositions des lois-lois des
29 Nov. 1939 (S.O. 12 héc.) modifiant
l'art. 13 de la loi de 1967 et prévoyant les pénalités
pour ceux qui ne présentent comme propriétaires
l'actes qui ne sont effectivement pas ?

; Aff. :